



19.009

Aussenpolitik 2018.**Bericht des Bundesrates****Politique extérieure 2018.****Rapport du Conseil fédéral***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.03.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.03.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Berberat Didier (S, NE), pour la commission: Lors de sa séance du 18 février dernier, notre commission a pris acte à l'unanimité du rapport sur la politique extérieure 2018. Comme son titre l'indique, ce rapport dresse un tableau général des activités menées par la Suisse en matière de politique extérieure au cours de l'année 2018 en se référant notamment à la Stratégie de politique étrangère 2016–2019.

D'une manière générale, notre commission qualifie ce rapport de concis et d'exhaustif, ce qui a d'ailleurs donné lieu à un débat nourri.

Au niveau géopolitique, la préservation d'un ordre international basé sur le droit est un défi majeur. Notre pays est aujourd'hui confronté à une tension entre une indispensable sécurité juridique et l'imprévisibilité de certains dirigeants politiques qui ne respectent plus les règles du droit et se retirent par ailleurs d'institutions multilatérales, ce qui rend bien entendu la situation difficile pour un pays comme le nôtre qui s'est toujours appuyé sur le droit pour faire valoir ses intérêts.

Le monde dans lequel nous vivons actuellement est multipolaire, et cette multipolarité se renforce. Cela, aux yeux de la commission et du Conseil fédéral, nécessite plus que jamais une collaboration et une action commune avec les Etats qui partagent nos valeurs.

La commission salue en particulier l'annexe 1 consacrée à la politique extérieure de la Suisse en matière de droits de l'homme 2015–2018. A ce sujet, nous nous sommes intéressés à la difficulté de concilier des objectifs de politique économique et de droits de l'homme, notamment dans le cas précis des relations avec la Chine et des différents dialogues menés avec ce pays dans le contexte de la mise en oeuvre de l'initiative des nouvelles routes de la soie. Certains membres de la commission ont émis des inquiétudes au sujet des investissements de la Chine en Suisse, notamment dans des entreprises d'importance stratégique.

La discussion a également porté sur la nécessaire coordination politique qui doit exister entre les départements fédéraux et également entre la Confédération et les cantons dans les relations avec ce pays d'Asie. Il a également été question des dialogues en matière de droits de l'homme avec d'autres pays, notamment le Vietnam, et la commission a pris acte que ce genre de dialogue, qui est une démarche exigeante, est actuellement réévalué par le DFAE.

Parmi les autres sujets abordés figurent au chiffre 2 les bons offices de la Suisse, qui permettent à notre pays de jouer un rôle important et très apprécié sur la scène internationale et qui gagnent en importance en cette époque de tensions mondiales. En plus d'exercer ses traditionnels mandats de puissance protectrice, comme c'est par exemple le cas entre les Etats-Unis et l'Iran, notre pays joue un rôle important en accueillant des pourparlers de paix et intervient également en qualité de médiateur de par le monde, à l'exemple du Mozambique.

Bien entendu, nos relations avec l'Union européenne ainsi que la question du Brexit, préoccupation constante qui a mobilisé et qui mobilisera encore la commission et notre conseil, figurent en bonne place dans ce rapport. Point n'est besoin à nos yeux d'en discuter aujourd'hui. Rappelons toutefois que les relations bilatérales avec nos cinq pays voisins se sont encore intensifiées, tant au niveau ministériel qu'au niveau de l'administration.

La commission salue aussi le fait que l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable soit considéré par le Conseil fédéral comme un cadre d'orientation important, tout comme le fait que la Confédération mette l'accent sur la formation professionnelle dans le cadre de ses relations bilatérales et multilatérales.

Nous avons également discuté des efforts déployés par la Suisse, sous l'angle de la politique extérieure, dans



les domaines de la cybercriminalité et de l'espionnage, face aux agissements hostiles de certains Etats contre notre pays.

En ce qui concerne le personnel diplomatique, la commission a aussi discuté des missions à l'étranger qui n'emploient plus qu'un seul diplomate suisse et des problèmes causés par cette situation en cas d'absence ou d'empêchement du chef de mission. Cette question fera partie intégrante des réflexions du Conseil fédéral dans sa Stratégie de politique extérieure 2020–2023, qui sera encore cette année à l'ordre du jour de la commission puis de notre conseil.

Enfin, la commission salue le fait que le rapport contienne une énumération des rapports du Conseil fédéral consacrés à des thèmes de politique extérieure et une liste des publications du DFAE à ce sujet, ce qui était d'ailleurs une demande de notre commission.

En conclusion, la Commission de politique extérieure vous recommande, à l'unanimité, de prendre acte du rapport.

Jositsch Daniel (S, ZH): Ich glaube, der aussenpolitische Bericht gibt einen guten Überblick über die aktuelle Situation, in der sich unser Land befindet, und über die globale Ausgangslage. Beunruhigend sind sicherlich Tendenzen wie das Zunehmen des Nationalismus, der sich insbesondere auch in der Haltung der amerikanischen Regierung ausdrückt. Diese deklariert ganz offen, dass eigentlich nur ihr eigenes Land eine Rolle spiele. Beunruhigend ist im Weiteren die Zunahme globaler Herausforderungen: Vom Kommissionsbericht-erstatte wurden die Umweltthematik – die ja mittlerweile eines der wichtigsten Themen ist und in unserem Land insbesondere auch die Jugend bewegt –, Migrationsfragen bzw. Strömungen globaler Migration und die Digitalisierung, die an keiner Landesgrenze haltmacht, ebenso erwähnt wie der Terrorismus, der heute ein internationales Problem darstellt. Ich

AB 2019 S 142 / BO 2019 E 142

glaube, die Lösung solcher Probleme kann nur in der internationalen Kooperation, also in der Zusammenarbeit verschiedener Staaten, liegen.

Die Schweiz sollte nach meinem Dafürhalten hierbei eine wichtige Rolle spielen; denn sie wird als neutraler Staat wahrgenommen, als ein Land, das für Lösungen eigentlich Raum bieten könnte, das Initialzündungen für Lösungen auf globaler Ebene erzeugen könnte. Die Schweiz hat auch eine sehr gute Tradition darin, dies zu tun. Nach meinem Dafürhalten – das zeigt eigentlich der Bericht – ist unser Land, was diesen Teil betrifft, etwas zu zögerlich. Mir kommt dabei immer eines in den Sinn: Als ich kürzlich an einer ausländischen Universität zum Thema Neutralität der Schweiz ein Referat halten durfte, konnte ich sehr schön darstellen, wie die Neutralität funktioniert, welches ihr Zweck ist und warum wir die Neutralität haben. Mir wurde von einer Studentin eine einzige Frage gestellt, nämlich die Frage: Wie kann man angesichts globaler Probleme neutral sein? Ich überlegte mir das lange und musste einräumen, dass es eigentlich gegenüber globalen Problemen keine Neutralität gibt. Vielmehr findet die Neutralität zwischen Staaten statt und allenfalls dann, wenn es darum geht, Hand zu bieten für Lösungen. Das heisst, die Neutralität sollte nicht eine Mauer sein, die uns davor bewahrt, an der Lösung internationaler Probleme mitzuwirken, sondern sie sollte vielmehr eine Brücke darstellen, um schwer überwindbare Hürden zwischen verschiedenen Staaten zu überwinden. Das zeigt sich nach meinem Dafürhalten im aussenpolitischen Bericht zu wenig, weil es eben auch zu wenig Teil der schweizerischen Aussenpolitik ist.

Ich würde mir wünschen und glaube, unser Land könnte angesichts der Probleme, in denen es sich befindet, bei der Lösung solcher globaler, internationaler Fragen eine grössere Rolle spielen. Ich habe es angesprochen, es sind insbesondere auch Umwelt- und Klimaprobleme. Ich erinnere Sie daran, dass wir in dieser Session jeden Tag, wenn wir dieses Haus betreten, von Jugendlichen erwartet werden, die trotz der klirrenden Kälte in diesen Tagen ausharren, um uns darauf aufmerksam zu machen, wie wichtig die Lösung des Klimaproblems ist. Wenn ich allerdings sehe, wie wir uns angesichts von Lösungsansätzen wie zum Beispiel dem Migrationspakt, aber auch dem Atomwaffenverbotsvertrag verhalten, denen wir relativ zögerlich gegenüberstehen, so glaube ich, dass hier noch ein gewisser Handlungsbedarf besteht.

Der Bericht insgesamt ist aus meiner Sicht nicht zu kritisieren. Aber ich glaube, wenn wir diesen Bericht behandeln, ist es auch der Moment, darauf aufmerksam zu machen, dass wir noch, wie man so schön sagt, ein bisschen Luft nach oben haben, wenn es darum geht, Hand zu bieten und bei der internationalen Lösung von globalen Problemen mitzuwirken.

Cassis Ignazio, consigliere federale: È un piacere potervi parlare di questo rapporto che ha l'obiettivo di darvi una vista d'insieme di quanto è stato fatto nel 2018.



Comme vous l'avez vu, on tente avec ce rapport de présenter une vue d'ensemble. Pour approfondir certains thèmes, il y a l'annexe avec la liste des rapports. Cela correspond au compromis que nous avons trouvé. Il y avait le choix entre rédiger un rapport de 500 pages contenant tous les détails et un rapport qui donne d'abord une vue d'ensemble et qui permet ensuite immédiatement de voir où on a parlé davantage, par exemple, Monsieur Jositsch, de climat et d'environnement. On voit immédiatement quels sont les rapports disponibles sur ce thème que vous venez de citer. Je vous invite à lire, par exemple, le "Länderbericht", que nous avons présenté à New York, sur la mise en oeuvre de l'Agenda 2030, et qui touche le thème que vous avez évoqué. Donc l'exercice donne une vue d'ensemble non seulement avec le texte que vous avez, mais aussi avec la liste de tous les rapports qui ont été faits au cours de l'année sur les différents thèmes, que ce soit la migration, la finance, ou ce qui vient d'être évoqué.

D'ailleurs le rapporteur, Monsieur le conseiller aux Etats Berberat, a bien rappelé que cette liste résulte d'un souhait du Parlement, auquel nous avons répondu pour l'année 2018. Je suis aussi content d'entendre le rapporteur dire que le rapport, tel qu'il est présenté, satisfait les attentes.

Ich komme nun kurz auf den Bericht zu sprechen. Der Bericht umfasst neun Kapitel. Im ersten Kapitel wird, wie immer, eine Bestandsaufnahme gemacht: Wie war 2018 die Grosswetterlage in der Welt? Wie seit einigen Jahren üblich, setzen wir im zweiten Kapitel einen Schwerpunkt. Dabei legen wir den Fokus auf ein Instrument der Aussenpolitik; im Jahr 2018 waren das die Guten Dienste der Schweiz, menschliche Sicherheit usw. Hierauf werden die in der aussenpolitischen Strategie definierten Themen abgehandelt: in Kapitel 3 die Europapolitik; in Kapitel 4 die Geopolitik, die Beziehungen zu den globalen Partnern; in Kapitel 5 Frieden und Sicherheit; in Kapitel 6 nachhaltige Entwicklung und Wohlstand. Die, sagen wir einmal, kleineren Themen, die konsularischen Dienstleistungen sowie Information und Ressourcen, haben wir etwas ausführlicher behandelt. Damit können Sie unter anderem in Erfahrung bringen, welche Dienstleistungen der Bund den Schweizerinnen und Schweizern bei Reisen ins Ausland permanent anbietet. Es folgt hierauf ein kurzer Ausblick auf das nächste Jahr. Dieser Ausblick ist hinsichtlich der Architektur Teil der aussenpolitischen Strategie. Wir befinden uns jetzt in der Periode 2016–2019. Jedes Jahr haben wir Ihnen eine aktualisierte Übersicht in Form eines Ausblicks zu geben. So viel zur Architektur des Berichtes.

Nun ganz kurz zu den Inhalten:

In Kapitel 1 erinnern wir einfach daran, welche gesellschaftliche Entwicklung zurzeit weltweit stattfindet. Wir haben weltweit eine klare Reduktion der Armut, eine klare Verbesserung bei der Bildung und beim Bildungszugang. Das ist so weit, so gut. Mit dem erhöhten Wohlstand wird auch die Sorge um die Umwelt grösser: Wenn die Leute mehr Geld haben und es ihnen besser geht, konsumieren sie auch mehr, und das belastet wiederum die Umwelt. Paradoxerweise schaffen wir also umso grössere Umweltbelastungen, je besser wir in der internationalen Zusammenarbeit auf der menschlichen Ebene unterwegs sind. Wir müssen hier also wirklich eine nachhaltige Entwicklung anstreben: Darin besteht der Sinn und Zweck in dieser Situation.

Auf der staatlichen Ebene – das hat der Kommissionssprecher bereits gesagt – beobachten wir seit zwei, drei Jahren ganz klar eine Rückkehr zum Nationalismus und damit auch zu mehr Protektionismus. Das sieht man überall in der Welt, unabhängig von der Regierungsform. Die Kehrseite der Medaille ist natürlich die Schwächung des Multilateralismus. Mit mehr Nationalismus und Protektionismus will man auch die multilateralen Regelwerke eher schwächen. Ich erinnere Sie daran: Das zeigt sich nicht nur bei der klassischen Frage der Uno-Menschenrechte, sondern auch bei der WTO, die an Wichtigkeit eingebüsst hat.

Was die Grosswetterlage betrifft, haben wir 2018 aber auch positive Entwicklungen erlebt, beispielsweise wurde das Kalifat des terroristischen IS zerschlagen, eine gewisse Annäherung zwischen Nord- und Südkorea fand statt, und vor allem wurde das Friedensabkommen zwischen Eritrea und Äthiopien abgeschlossen. Es bestehen grosse globale Herausforderungen. Die Migration nach Europa war zahlenmässig weniger gewichtig, aber weltweit bleibt sie ein wichtiges Thema. Die heftige Diskussion über den Migrationspakt, zu dem sich der Bundesrat bekannte, hat das gezeigt. Weiter gibt es die Frage des Klimas, die uns 2018 wieder massiv beschäftigt hat.

Ich komme zu Kapitel 2 über die Guten Dienste. Die Guten Dienste sind in dem Masse gut, je weniger wir darüber sprechen. Das ist ein bisschen auch die Quintessenz dieser Tätigkeit der Schweiz. Das Vertrauen der anderen Länder in die Schweiz ist nur dann vorhanden, wenn nicht jede Aktion oder jede Tätigkeit der Schweiz im Rahmen der Guten Dienste in der öffentlichen Aufmerksamkeit steht. Vieles muss diskret und vertrauensvoll gemacht werden.

Wir können bei den Guten Diensten grundsätzlich zwei Pfeiler unterscheiden: Es gibt die Vertretungen oder die Schutzmandate, wie man sie nennt. Das heisst, die Schweiz übernimmt eine Art Dolmetscher- und Schutzvertretungsrolle zwischen Staaten, die nicht mehr direkte Kontakte miteinander haben wollen. Denken wir an die Beziehungen Iran-USA, denken wir an Saudi-Arabien-Iran, denken wir an Georgien-Russland: Das sind



alles Beziehungen, bei denen

AB 2019 S 143 / BO 2019 E 143

die Schweiz als Vermittlerin, als diskrete Dolmetscherin dabei ist. Das zweite Instrument ist die Gaststaatspolitik. Der Bundesrat hat soeben die neuen Eckwerte für die nächsten Jahre im Rahmenkredit und die strategischen Orientierungen für die Gaststaatspolitik verabschiedet; dies wird demnächst in die Kommissionen kommen. Dann haben wir Vermittlung und Dialogunterstützung. Sei es in Mosambik oder in anderen Ländern: Die Bemühung der Schweiz ist da, dass beispielsweise die Regierung mit den Rebellen spricht, damit sie gemeinsam einen Weg finden, um weniger Gewalt und weniger Leiden zu verursachen. Das ist also das Kapitel 2 mit dem Schwerpunktthema Gute Dienste.

Kapitel 3 betrifft Europa. Ich verzichte hier darauf, ausführlich darauf einzugehen. Es ist ein tägliches Thema; ich glaube, es gibt dann auch noch Vorstösse, bei denen wir darüber sprechen werden, was 2018 passiert ist. Ich glaube, das ist allen bestens in Erinnerung und braucht jetzt nicht kommentiert zu werden.

Vielleicht nur zur Frage des Brexit, die unsere Diskussion mit der EU stark beeinflusst: Die Beziehungen der Schweiz zur Europäischen Union wären nicht das, was sie sind, wir wären nicht in der Phase, in der wir sind, wenn es den Brexit nicht gegeben hätte. Das muss ich einfach ganz offen und klar sagen. Die Brexit-Geschichte hat die Beziehungen Schweiz-Europäische Union massiv belastet.

Die Europäische Union ist aber nicht nur Brüssel. Es sind auch die einzelnen EU-Mitglieder, und wir haben auch bilaterale Beziehungen zu ihnen. Ich erinnere vor allem auch an die Nachbarländer, die wirtschaftlich so wichtig für uns sind. Denken Sie daran, dass das Volumen unserer Handelsbeziehungen mit Bayern und Baden-Württemberg immer noch so gross ist wie mit ganz China, mit dem wir ein Freihandelsabkommen haben, dass unsere Handelsbeziehungen mit der Lombardei volumenmässig so gross sind wie mit ganz Japan. Das zeugt davon, wie wichtig diese Nachbarländer sind. Es gibt hier offene Punkte, natürlich mit Deutschland, Stichwort Flughafen Zürich, mit Frankreich und Italien im Finanz- und Fiskalbereich über die Grenze, das Grenzgängerabkommen mit Italien. Das sind offene Punkte, die wir mit den Ländern auch immer wieder bilateral diskutieren, leider ohne dabei 2018 grosse Schritte gemacht zu haben.

Dann haben wir in Kapitel 4 die Beziehungen zu den globalen Partnern, die geopolitische Lage behandelt. Die Weltmächte evolvieren, zum einen die USA, die mit der neuen Regierung stärker protektionistisch und nationalistisch unterwegs sind. Zum anderen ist auch Russland mehr protektionistisch und nationalistisch ausgerichtet; die Spionageaffäre hat das Jahr 2018 belastet. Der Dialog mit Russland ist offen, konstruktiv, aber natürlich auch kritisch; wir müssen dort weitergehen. Ich erinnere Sie in diesem Zusammenhang daran, dass wir eine Dialogfunktion zwischen Russland und Georgien einnehmen. Auch mit China pflegen wir eine wichtige Beziehung und einen strategisch-politischen Dialog. Das bedeutet, dass wir jährlich auf Ministerebene einen breiten Dialog führen, der auch den Bereich der Menschenrechte betrifft. Dieser Dialog ist enorm wichtig, auch angesichts der Ambitionen Chinas im Zusammenhang mit seiner "Belt and Road"-Initiative, die viel zu diskutieren gibt, und mit seiner Rolle als Weltmacht. Zu den weiteren Machtstaaten zählen beispielsweise die Türkei, die eine wichtige Rolle im Süden von Europa spielen möchte und spielt, oder Indien, das sich zunehmend zur Weltmacht entwickelt, wie auch Brasilien, Südafrika und Nigeria mit seinen 200 Millionen Einwohnern.

Dann haben wir eine sehr, sehr schwierige Situation im Nahen und Mittleren Osten mit den zwei Kriegen in Syrien und in Jemen. In Syrien war 2018 ein Ende des Krieges zu erwarten. So weit sind wir leider noch nicht, aber wir sind zuversichtlich, dass es hier zu einem Ende kommt. Ein Ende des Krieges bedeutet noch nicht Frieden. Dafür muss wirklich noch die Basis geschaffen werden, dies vor allem mit Investitionen für die Rekonstruktion des Landes. Im Nahen Osten bleibt die Situation sehr angespannt. Der Konflikt zwischen Israel und Palästina ist immer noch lebhaft, und die Situation in den angrenzenden Staaten ist durch diese Konfliktsituation auch angespannt. Dazu kommt die grosse Spannung zwischen Schiiten und Sunniten.

Das Kapitel 5 haben wir dem Thema Frieden und Sicherheit gewidmet. Es geht um die Erosion der internationalen Rüstungskontrolle, die durch die Spannungen, die ich soeben zitiert habe, hervorgerufen worden ist. Wir haben 2018 weiterhin eine wichtige Unterstützung für die OSZE geleistet, damit diese Organisation doch noch für Frieden in Europa sorgt. Wir sind stolz darauf, sie weiterhin stark zu unterstützen. Wir haben Brücken für eine bessere Rüstungskontrolle gebaut. Der Bundesrat hat aus dieser Sicht entschieden, den Atomwaffenvertragsvertrag nicht zu unterzeichnen. Das Parlament hat nun zwei Motionen angenommen, die das Gegenteil wollen. Der Bundesrat wird in den nächsten Wochen noch über die nächsten Schritte entscheiden.

In Kapitel 6 haben wir das Thema nachhaltige Entwicklung und Wohlstand. Hier geht es vor allem um die internationale Zusammenarbeit, die nun in die Endphase ihrer Strategieperiode kommt. Diese umfasst die Jahre 2017 bis 2020. Die internationale Zusammenarbeit wird also zu Beginn des nächsten Jahres bereit sein für die Festlegung der strategischen Orientierung und der finanziellen Eckwerte für die Jahre 2021 bis



2024. Wir haben uns aber auch 2018 ganz stark mit den Grundsätzen dieser Reorientierung befasst. Der Bundesrat hat im Lauf des Jahres auch die Eckwerte für die neue Periode beschlossen: die thematische und geografische Fokussierung, mehr Präsenz der Partnerschaft mit dem Privatsektor und eine Reorientierung der Tätigkeiten auch im Sinne der Technologie. "Tech for Good" wurde zu Beginn dieses Jahres in Davos vorgestellt. Das ist die Idee, dass man mit neuen Technologien vor allem in der humanitären Hilfe, aber auch in der Entwicklungszusammenarbeit einiges erreichen kann.

Dann komme ich zu den Kapiteln 7 und 8, also zu den Themen konsularische Dienstleistungen sowie Information und Ressourcen. Die Schweizerinnen und Schweizer, also die Bewohner unseres Landes – auch Ausländer, die da sind –, reisen viel. Im Jahr 2018 waren 15,6 Millionen Reisen zu verzeichnen. Das ist ein Plus von 4 Millionen in fünf Jahren. Das ist gut so, aber es hat natürlich Folgen für die Umwelt, und es hat auch Folgen für die Dienstleistungen, die unsere konsularischen Dienste anbieten. Wir haben durch die vermehrten Reisen natürlich vermehrt Probleme, vermehrt Unterstützungsaktionen, also Leistungen, die geliefert werden. Ich bin stolz, sagen zu können, dass wir hier wirklich einen erstklassigen Service anbieten, der sehr selten zu Reklamationen Anlass gibt. Wir haben auch bei unseren Vertretungen entsprechend gewisse Änderungen vorgenommen. Die Generalkonsulate Los Angeles und Karachi wurden geschlossen. Wir werden demnächst die Vertretung in Chicago eröffnen, und wir werden dieses Jahr auch die Vertretung in Minsk zu einer Botschaft hochstufen, damit die Beziehung zu Weissrussland etwas solider wird.

Wir haben auch versucht, die verschiedenen Synergien besser auszunützen. Wenn Sie unsere Botschaften besuchen – was nicht nur die Mitglieder der APK, sondern auch die anderer Kommissionen tun –, werden Sie sehen, dass unsere Botschaften, unsere Vertretungen im Ausland, immer mehr zu Hubs von verschiedenen Organisationen und Institutionen werden, die dort vertreten sind. Das geht von Schweiz Tourismus bis Swis-snex, Switzerland Global Enterprise und anderen. Sie werden an der Türe auch die entsprechenden Kleber sehen. Die Vertretungen werden langsam zu Hubs, die nicht nur diplomatische Kanäle bedienen, sondern auch verschiedene Dienstleistungen im entsprechenden Land anbieten, natürlich entlang der Interessen der Schweiz.

Das letzte Kapitel ist, wie gesagt, ein Ausblick auf das neue Jahr. Das neue Jahr wird vor allem durch die Festlegung einer Strategie für die internationale Zusammenarbeit charakterisiert sowie durch die Vorbereitung der aussenpolitischen Strategie für die nächsten vier Jahre, die im Laufe des Jahres durch den Bundesrat verabschiedet werden wird. Somit werden wir auch die Stossrichtung für die Zukunft definieren.

Im Anhang dieses Berichtes finden Sie noch den "Bericht über die Menschenrechtsausenpolitik der Schweiz: Bilanz

AB 2019 S 144 / BO 2019 E 144

2015–2018". Ich glaube, dieser Bericht gibt einen guten Überblick über das Thema der Individualrechte, der Grundsatzwerte, die wichtig sind, und vor allem darüber, was die Schweiz tut und wie sie die Menschenrechte überall in der Welt schützt und fördert.

Dies waren zwei Überlegungen und ein kurzer Überblick über diesen Bericht. Ich stehe gerne für Fragen zur Verfügung.

Vom Bericht wird Kenntnis genommen

Il est pris acte du rapport